



Tunisie : Ben Ali est parti !

Une première victoire du peuple tunisien.

Une défaite de l'impérialisme français.

Communiqué

Au terme d'un soulèvement de près d'un mois qui aurait vu 79 tunisiens tomber sous les balles de la police et de l'armée, le dictateur Ben Ali a quitté le pouvoir. Les tunisiens ne voulaient plus être gouvernés, opprimés, par un clan notoirement corrompu au service de l'impérialisme. Le gouvernement Ben Ali ne pouvait plus maintenir l'ordre ancien du fait de l'impact de la phase actuelle de la crise du système capitaliste dans cette semi-colonie. Le peuple tunisien est entré en scène et de quelle façon !

Jusqu'au bout, l'impérialisme français a soutenu Ben Ali. Alors même que l'impérialisme étasunien avait pris la mesure des événements et avait convoqué l'ambassadeur de Tunisie à Washington, le Gouvernement Sarkozy-Fillon-Alliot-Marie, entraînant derrière lui l'Union Européenne, est resté un appui indéfectible du dictateur.

L'impérialisme français vient donc de subir une défaite politique qui aura des conséquences dans l'ensemble de sa « sphère d'influence » dans ses colonies et semi-colonies. Au delà, la révolution tunisienne va avoir un impact sur l'ensemble des régimes de la région, « républicains » ou monarchiques, de la Mauritanie à l'Iran, en commençant par l'Algérie, la Lybie, l'Egypte, la Jordanie et... la Palestine ! Le mouvement ouvrier international ne peut que s'en réjouir.

Maintenant, le « Premier ministre » tunisien et l'armée se sont emparés du pouvoir et cherchent à poser les bases d'un gouvernement d'union nationale pour mettre un terme à la mobilisation révolutionnaire. Cependant cette dernière ne faiblit pas. Les jours qui viennent vont être décisifs alors que, du fait de la répression sans faille exercée depuis des décennies, ne subsistent dans ce pays que des forces pour l'essentiel liées à la préservation du système capitaliste.

Le GSI n'a pas vocation à dicter sa conduite à la classe ouvrière tunisienne ou à lui donner des leçons. Cependant, il est de notre devoir de lui donner notre avis motivé par les nécessités de la lutte des classes, qui est internationale dans son contenu, et parce que le combat contre notre propre impérialiste est une tâche centrale.

Le « gouvernement » qui vient de succéder à Ben Ali n'a aucune légitimité : il doit partir. La police et l'armée se sont compromises en tirant sur le peuple, la police et l'armée doivent être désarmées par les travailleurs et leurs organisations qui doivent assurer leur autodéfense.

Les travailleurs tunisiens, les opprimés, ne peuvent avoir confiance qu'en eux-mêmes. Il serait mortel pour la révolution tunisienne de s'en remettre à un secteur ou un autre de l'armée ; il serait mortel pour la révolution tunisienne de s'en remettre à un secteur ou un autre de l'appareil d'Etat sur lequel s'est appuyé Ben Ali, en relation avec les puissances impérialistes au premier rang desquelles l'impérialisme français.

La confiscation des biens du clan Ben Ali-Trabelzi serait une simple mesure de justice, l'expropriation des intérêts étrangers en Tunisie sous contrôle ouvrier serait une mesure de salut public. Les responsables de la répression doivent être châtiés, où qu'ils se cachent.

L'UGTT, la centrale syndicale liée au régime, a été contrainte d'accompagner l'insurrection, toutefois ses dirigeants ont soutenu pendant des décennies le pouvoir en place et le patronat lié aux impérialistes. Les travailleurs tunisiens devraient se fixer comme première tâche de chasser les bureaucrates de l'UGTT et d'élire librement leurs représentants dans les usines, dans les bureaux, dans les administrations et à l'échelle de tout le pays.

Les livres de comptes doivent être ouverts, le peuple tunisien, la classe ouvrière tunisienne ont le droit de savoir ce que le dictateur à prétendu faire en son nom.

Il appartient désormais au peuple tunisien de décider de son avenir : la convocation d'une assemblée constituante souveraine assumant l'ensemble des pouvoirs devrait être son objectif politique prioritaire. Un homme, une femme, une voix ! Seule l'organisation indépendante de la classe ouvrière peut garantir la victoire de la révolution tunisienne.

Vive la révolution tunisienne !

Paris le 15 janvier 2011

<http://www.gsi-litqi.org/>